

Séance 9 - Synthèses

Études de cas

**Cartographie d'un projet de commerce équitable au « Sud » : la Central
Interregional de los Artesanos del Perú**
Jean-Frédéric LEMAY

Les dissonances entre les discours du commerce équitable et les pratiques observées semble être une source de préoccupations pour les militants. Ce problème reflète en fait une connaissance limitée des partenaires malgré des discours axés sur le partenariat et la relation égalitaire. Toutefois, plutôt que de produire une étude d'impact ou une analyse des divergences entre discours/pratiques ou représentants/représentés, je propose plutôt de plonger dans cette distance, le lieu du politique, qui nous permet de mieux comprendre l'élaboration d'un projet collectif toujours contesté. Nous suivrons l'organisation péruvienne CIAP dans les lieux de négociation de son projet, à la fois à l'interne et dans ses relations à divers réseaux. L'objectif est d'aborder la compréhension de son projet par une approche basée sur l'étude de sa construction caractérisée par des dynamiques de représentations basées sur la traduction et la négociation de sens.

Regard sur les perceptions des caféiculteurs à l'égard du commerce équitable
Michelle Landry

La demande actuelle pour les produits équitables n'est pas encore suffisamment importante pour permettre à tous les petits producteurs de profiter des bénéfices de ce système de commercialisation alternatif. Nous soutenons que cette situation ternit les valeurs d'équité et de justice dans la mesure où dans une même région, une disparité se crée entre des coopératives très semblables. Pour défendre ce point de vue, nous abordons cette question selon une approche compréhensive et nous nous appuyons sur quelques éléments clés de la théorie des représentations sociales. Dans cette optique, nous présentons une étude de cas menée auprès de deux coopératives de caféiculteurs qui ne participent pas au commerce équitable. Il s'en dégage une perception collective d'un système qui facilite l'exportation en contournant les normes classiques du marché telles que le rapport qualité/prix.

**Le défi du changement d'échelle pour le commerce équitable :
De l'autorégulation à la co-régulation du commerce international**
Eugénie MALANDAIN

A l'heure où les acteurs du commerce équitable se posent la question de son changement d'échelle, leurs logiques d'actions s'expliquent plus par la structuration d'un champ du commerce équitable, caractérisé par des logiques de concurrence et de domination spécifiques, participants ainsi à un processus international de privatisation des normes internationales du travail.

Or, le commerce équitable comme cadre normatif propose un changement de perspectives qui visent à soumettre les règles commerciales à des principes fondamentaux liés à la juste rémunération du travail, c'est-à-dire à bouleverser la hiérarchie des normes internationales dominantes. Ainsi les enjeux que constituerait un changement d'échelle des règles du commerce équitable posent la question de la régulation d'une société internationale en construction.

A travers une étude de cas au Cambodge, où a été instaurée une clause sociale, nous souhaitons montrer comment le mouvement du commerce équitable, en s'associant à d'autres acteurs, a contribué à sa mise en œuvre en adoptant une stratégie de contestation en direction des entreprises afin qu'elles fassent elles-mêmes pression sur les Etats.

Toutefois de part sa nature économique, le commerce équitable se doit d'être vigilant face aux capacités de récupération de la critique, propres au champ économique, au risque de participer à une moralisation de l'économie au détriment de sa socialisation.

Coton équitable et développement durable au Mali
Youssouf SANOGO

Notre communication porte sur une étude exploratoire que nous avons menée, de décembre 2005 à janvier 2006, sur les filières de coton équitable du Mali. Deux filières y existent: la filière de coton équitable dans la région de Kita, et la filière de coton biologique et équitable dans la région de Bougouni. Il s'agissait de comprendre leur opérationnalisation sur le terrain et leur contribution au développement durable des collectivités impliquées. Les résultats obtenus démontrent que les acquis en développement durable dans les deux filières résident surtout dans les facteurs qui font la cohérence et la viabilité des systèmes de production et de commercialisation mis en place. Quant aux faiblesses relevées, elles révèlent les limites en gestion des activités de production et de commercialisation du coton produit, et en gouvernance locale démocratique dans un contexte de décentralisation politique et économique. Des pistes d'amélioration sont proposées pour consolider les acquis en développement durable des

collectivités concernées. Des perspectives de recherche sont également dégagées en tenant compte des mutations politiques, agronomiques et socioéconomiques induites par les filières, de la libéralisation annoncée du secteur du coton, et de la privatisation future de la compagnie malienne pour le développement des textiles.